

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[C – 2003/24001]

Sociétés mutualistes. — Statuts

Fusion de sociétés mutualistes et approbation des statuts

En application des articles 11 et 44 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, l'Office de contrôle a approuvé la fusion, au 1^{er} janvier 2003, des sociétés mutualistes "VITAMUT – Vlaanderen" (580/01), établie à Anvers, et "M.O.B. OSD – Vlaanderen" (580/03), établie à Bruxelles, ainsi que les statuts de la société mutualiste "Onafhankelijke Ziekenfondsen OSD – Vlaanderen" (580/03).

La fusion a été décidée par les assemblées générales extraordinaires des 18 juin 2002 (580/01) et 27 juin 2002 (580/03).

Changement de statut d'une société mutualiste et approbation des statuts

En application de l'article 11 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, l'Office de contrôle a approuvé le changement de statut, au 1^{er} juillet 2003 :

de la société mutualiste "Vitamut" (527/01), établie à Mons, société mutualiste créée en application de l'article 70, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, qui devient la société mutualiste "Centre de services des mutualités libres Bruxelles – Wallonie" (580/04), établie à Charleroi, société mutualiste constituée en vertu de l'article 43bis de la loi précitée du 6 août 1990.

L'Office de contrôle a également approuvé les statuts de la société mutualiste 580/04, sauf l'article 22.

**FEDERALE OVERHEIDS DIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[C – 2003/24001]

Maatschappijen van onderlinge bijstand. — Statuten

Fusie van maatschappijen van onderlinge bijstand en goedkeuring van statuten

In toepassing van de artikelen 11 en 44 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, heeft de Controledienst de fusie goedgekeurd van de maatschappijen van onderlinge bijstand "VITAMUT – Vlaanderen" (580/01), gevestigd te Antwerpen en "M.O.B. OSD – Vlaanderen" (580/03), gevestigd te Brussel, evenals de statuten van de maatschappij van onderlinge bijstand "Onafhankelijke Ziekenfondsen OSD – Vlaanderen" (580/03).

Deze fusie werd beslist door de buitengewone algemene vergaderingen van 18 juni 2002 (580/01) en 27 juni 2002 (580/03) en treedt in werking op 1 januari 2003.

Verandering van statut van een maatschappij van onderlinge bijstand en goedkeuring van de statuten

In toepassing van het artikel 11 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen, heeft de Controledienst de verandering van statut, vanaf 1 juli 2003, goedgekeurd :

van de maatschappij van onderlinge bijstand "Vitamut" (527/01), gevestigd te Mons, opgericht in toepassing van het artikel 70, § 2, 1^e lid van bovenvermelde wet van 6 augustus 1990, die de maatschappij van onderlinge bijstand "Centre de services des mutualités libres Bruxelles – Wallonie" (580/04), gevestigd te Charleroi, wordt, maatschappij van onderlinge bijstand, opgericht in toepassing van het artikel 43bis van bovenvermelde wet van 6 augustus 1990.

De Controledienst heeft eveneens de statuten van de maatschappij van onderlinge bijstand 580/04 goedgekeurd, behalve het artikel 22.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2003/00139]

9 AVRIL 2003. — Circulaire ministérielle GPI 37 concernant la pratique du sport dans les services de police

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,

A Monsieur l'Inspecteur général de la police fédérale et de la police locale,

Pour information :

A Monsieur le Directeur général de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention,

A Monsieur le Président de la Commission permanente de la police locale,

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement,

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Madame, Monsieur le Président,

Madame, Monsieur le Chef de corps,

Monsieur le Commissaire général,

Monsieur l'Inspecteur général,

Cette circulaire a pour but :

de donner des lignes directrices aux responsables afin de leur permettre de répondre adéquatement aux demandes des membres de leur personnel en matière d'activités sportives durant les heures de service.

1. Bases légales et réglementaires

- Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux - art 119 et 120.

- Arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPOL) - Partie III - Titre II et Partie VI.

FEDERALE OVERHEIDS DIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2003/00139]

9 APRIL 2003. — Ministeriële omzendbrief GPI 37 betreffende de sportactiviteiten in de politiediensten

Aan Mevrouw en Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Aan de Heer Inspecteur-generaal van de federale politie en de lokale politie,

Ter informatie :

Aan de Heer Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheids-en Preventiebeleid,

Aan de Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,

Aan de Dames en Heren Arrondissemetscommissarissen,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

Mijnheer de Inspecteur-generaal,

Deze omzendbrief heeft tot doel :

aan de verantwoordelijken richtlijnen te verstrekken om hen in staat te stellen de aanvragen van hun medewerkers inzake sportactiviteiten tijdens de diensturen adequaat af te handelen.

1. Wettelijke en reglementaire basis

- Wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus, art. 119 en 120.

- Koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol) deel III - titel II en deel VI.

- Arrêté ministériel du 28 décembre 2001 portant exécution de certaines dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (AEPOL) - art. VI.9, 15°.

2. Généralités

- Pour la présente circulaire, il faut entendre par «autorité responsable», le chef habilité à déterminer les services dont sont chargés les membres du personnel.

- Les activités sportives sont classées en deux catégories suivant qu'elles donnent droit ou non à une comptabilisation comme prestation de service.

3. Activités sportives prescrites par l'autorité et comptabilisées comme prestation de service

3.1. Les activités de formation

Il s'agit des activités sportives planifiées dans les programmes de formation de base, continuee, fonctionnelle spécialisée ou de promotion, tels qu'établis par la direction de la formation de la police fédérale (DGP/DPF).

3.2. Les entraînements fonctionnels

Rentrent dans cette catégorie, les sports, exercices et entraînements (par exemple : l'équitation, les exercices de tir ou de gestion de la violence, l'entraînement des chiens...) imposés par l'autorité responsable dans le cadre de l'organisation du service et de la préparation des unités et/ou services à l'exercice de leurs missions opérationnelles.

L'autorité responsable désignera soit certains soit tous les membres de son service ou d'une cellule bien déterminée comme devant suivre tel ou tel entraînement sportif, en rapport avec la spécificité de l'emploi, pour être aptes à remplir au mieux leur fonction. Cette désignation doit se faire préalablement.

L'activité sportive peut se pratiquer au sein des infrastructures internes ou dans des installations extérieures mais doit avoir lieu sous la direction de moniteurs habilités à cet effet.

4. Activités sportives non prescrites par l'autorité et ne donnant pas lieu à une comptabilisation mais pouvant ouvrir le droit à une reconnaissance comme accident de travail

4.1. Principes généraux

- Les activités sportives autres que celles mentionnées au point 3, exercées individuellement ou en groupe, à l'initiative du (des) membre(s) du personnel, ne sont pas considérées comme des activités de service et ne donnent donc lieu à aucune comptabilisation comme prestation de service (ni allocation : heures supplémentaires, de weekend ou de nuit).

- Ces activités sportives peuvent cependant, sous certaines conditions, ouvrir le droit à une reconnaissance d'un accident de travail (voir point 4.3.).

- Ces activités sportives peuvent être pratiquées tant dans des installations de la police que dans des complexes sportifs extérieurs.

4.2. Limitation des activités sportives en question

- Pour pouvoir entrer en ligne de compte pour une reconnaissance éventuelle d'un accident de travail, l'activité sportive doit contribuer à l'entretien ou l'amélioration de la condition physique et/ou des aptitudes de police spécifiques; ne seront par exemple pas pris en compte, des sports tels que le billard, la pêche à la ligne, les échecs,...

- Un certain nombre de sports dangereux se pratiquent cependant sous la seule responsabilité du membre du personnel en raison de leur degré de danger et donc, partant, des incapacités de travail qui risquent d'en résulter. La pratique de ces sports ne pourra donc pas être prise en compte pour ouvrir le droit à une reconnaissance d'un accident de travail. On notera d'ailleurs que la plupart de ces sports exigent une couverture particulière par une assurance privée. Sont concernés :

* les sports terrestres :

- sports de ballon tels que rugby, football américain, hockey, polo,...;
- équitation;
- courses avec véhicules motorisés;
- sports martiaux tels que boxe, lutte, sports martiaux orientaux violents et agressifs, ou qui utilisent des engins divers, à l'exception des disciplines qui respectent la philosophie de la maîtrise de la violence (liste non exhaustive : à examiner cas par cas);

- autres sports tels que courses sur la voie publique, bob-sleigh, saut-à-ski, ski alpin, snow-board, skeleton, spéléologie, alpinisme, benji (saut à l'élastique), varappe...;

* les sports aquatiques :

- concours de vitesse motorisés, kayak en eau vive, plongée sous-marine, plongée libre, rafting...;

- Ministerieel besluit van 28 december 2001 tot de uitvoering van bepaalde bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (UBPol), art. VI.9, 15°.

2. Algemeen

- In deze omzendbrief dient men onder «verantwoordelijke overheid» te verstaan, de chef die bevoegd is om de dienst te bepalen die door de personeelsleden dient te worden uitgevoerd.

- De sportactiviteiten werden in twee categorieën onderverdeeld naar gelang het feit of ze al dan niet recht geven op een aanrekening als dienstprestatie.

3. Sportactiviteiten door de overheid voorgeschreven en aangerekend als een dienstprestatie

3.1 De opleidingsactiviteiten

Het betreft hier sportactiviteiten die opgenomen worden in de programma's van de basis-, voortgezette-, functioneel gespecialiseerde of promotieopleidingen, zoals ze door de directie van de opleiding van de federale politie (DGP/DPF) werden vastgelegd.

3.2 De functionele trainingen

Vallen onder deze categorie, de sporten, oefeningen en trainingen (bijvoorbeeld : paardrijden, schietoefeningen, oefeningen geweldebeheersing, training van de honden, ...) die door de verantwoordelijke overheid worden opgelegd in het raam van de organisatie van de dienst en de voorbereiding van de eenheden en/of diensten op de uitoefening van hun operationele opdrachten.

De verantwoordelijke overheid wijst ofwel bepaalde ofwel alle leden van zijn dienst of een welbepaalde cel aan om een bepaalde sporttraining, in overeenstemming met de specificiteit van de bediening te volgen, om in staat te zijn de functie behoorlijk uit te oefenen.

Deze aanwijzing dient vooraf te gebeuren. De sportactiviteit kan in de interne infrastructuur of in externe installaties plaatsvinden maar moet onder leiding van een daartoe erkende monitor gebeuren.

4. Sportactiviteiten niet voorgeschreven door de overheid en die geen aanleiding geven tot aanrekening maar die het recht zouden kunnen openen op een erkenning als arbeidsongeval

4.1 Algemene principes

- De sportactiviteiten, niet vermeld in punt 3, die individueel of in groep worden beoefend op initiatief van de personeelsleden, worden niet beschouwd als dienstactiviteiten en geven dus geen aanleiding tot een aanrekening als dienstprestatie (evenmin toelage voor overuren, weekend- en nachturen).

- Deze sportactiviteiten kunnen evenwel onder bepaalde voorwaarden het recht openen op een erkenning van een arbeidsongeval (zie punt 4.3).

- Deze sportactiviteiten kunnen beoefend worden in de installaties van de politie of in externe sportcomplexen.

4.2 Beperking van de sportactiviteiten

- Om eventueel erkend te kunnen worden als arbeidsongeval, moet het een sportactiviteit betreffen die bijdraagt tot het onderhoud of de bevordering van de fysieke conditie en/of de specifieke politieke geschiktheeden. Volgende sporten zullen bijvoorbeeld niet in aanmerking worden genomen : biljart, vissen, schaken, ...

Een aantal gevaarlijke sporten worden verder enkel onder de persoonlijke verantwoordelijkheid van het personeelslid beoefend omwille van hun gevardsgraad en de arbeidsongeschiktheid die ze kunnen teweegbrengen. De beoefening van die sporten zal dus geen aanleiding kunnen geven tot de erkenning van een arbeidsongeval. Deze sporten vereisen trouwens meestal een bijzondere verzekering bij een private verzekeraarsmaatschappij. Het betreft hier meer in het bijzonder de volgende sportactiviteiten :

* te land :

- balsporten zoals rugby, Amerikaans voetbal, hockey, polo,...;

- paardrijden;

- snelheidswedstrijden met motorvoertuigen;

- gevechtssporten zoals boksen, worstelen, gewelddadige en agressieve oosterse gevechtssporten of gevechtssporten waarbij speciale tuigen worden gebruikt met uitzondering van die disciplines die de filosofie van geweldsbeheersing respecteren (niet-exhaustieve lijst : geval per geval te beoordelen);

- andere sporten zoals wedstrijden op de openbare weg, bobslee, skischansspringen, alpijnse ski, snow-board, skeleton, speleologie, alpinisme, benji, muurklimmen...;

* te water :

- gemotoriseerde snelheidswedstrijden, kajak in wild water, diepzee-duiken, vrij duiken, rafting ...;

* sports aériens :

- saut en parachute, parapente, delta, planeur, ULM, et aéronautique dans toutes ses formes.

- L'activité sportive ne peut être contraire à la philosophie de la maîtrise de la violence; ne seront par exemple pas pris en compte, des sports tels que le paint-ball, la boxe....

4.3. Reconnaissance d'un accident comme accident de travail

Les accidents répondant aux conditions légales de l'accident de travail et survenus dans le cadre de ces activités sportives individuelles ou collectives pourront être considérés comme «accidents du travail», pour autant que les membres du personnel qui participent à l'activité sportive restent sous l'autorité virtuelle de l'autorité hiérarchique, et ce, conformément aux règles énoncées ci-après :

4.3.1. Autorisation

La demande de pratiquer le sport a fait l'objet d'un accord préalable de l'autorité responsable;

4.3.2. Nature de l'activité

- le sport pratiqué ne figure pas dans la liste des sports dangereux;

- le sport pratiqué ne contrevient pas aux principes de la maîtrise de la violence;

- le sport pratiqué contribue à l'entretien ou l'amélioration de la condition physique et/ou des aptitudes de police spécifiques;

4.3.3. Modalités

- l'activité sportive se pratique alors que le membre du personnel n'est ni en congé, ni en repos pour le jour de l'activité;

- le sport est pratiqué entre l'arrivée sur le lieu de travail et le départ du lieu de travail;

- l'activité sportive (et le déplacement vers le lieu d'activité) se fait au départ du lieu de travail; à l'issue de l'activité, le membre du personnel rejoint obligatoirement son lieu de travail.

Ces règles sont d'interprétation stricte.

4.4. Appui matériel

L'autorité responsable peut, si elle le juge opportun et compatible avec les nécessités du service, autoriser l'usage d'un véhicule de service.

5. Cas particuliers

5.1. Participation à des tournois, compétitions inter-polices ou assimilés

5.1.1. Ce type d'activités entre généralement dans la catégorie d'activités sportives décrites sous le point 4; elles ne donnent dès lors droit à aucune comptabilisation de prestations et les dispositions du point 4 sont d'application.

5.1.2 Dans le cas particulier de compétitions nationales ou internationales ouvertes à tous les membres de la police intégrée, l'autorité responsable peut désigner officiellement un ou plusieurs membres du personnel pour représenter l'ensemble du corps de police.

Dans ce cas, les membres de la délégation peuvent bénéficier des dispositions suivantes :

- si ladite compétition se déroule alors que les membres du personnel restent sous l'autorité virtuelle de l'autorité hiérarchique conformément aux modalités du point 4.3., et uniquement pour des sports tels que cross, natation ou tir, l'autorité responsable peut, à titre exceptionnel, autoriser la comptabilisation d'une durée forfaitaire de 7 h 36 m par jour de compétition, les dispositions du point 4 s'appliquant par ailleurs,

- pour les autres tournois ou si la compétition se déroule en dehors des modalités prévues au point 4.3.3., il n'y aura pas de comptabilisation de prestations mais néanmoins la reconnaissance d'un accident comme accident de travail sera envisageable étant donné la désignation par l'autorité responsable.

L'autorité responsable tiendra compte du fait que la participation à de telles activités peut non seulement être bénéfique pour la santé de chacun mais aussi encourager le développement de bonnes relations dans et entre les divers services de police.

5.2. Pratique du tir par un membre du personnel opérationnel

- Pour rappel, l'utilisation d'une arme à feu privée dans un stand de police n'est pas tolérée.

- L'utilisation d'une arme à feu privée dans un stand de tir privé peut être considérée comme une activité sportive de seconde catégorie (point 4.1. et suivants) pour autant que les différentes conditions énoncées soient respectées.

* in de lucht :

- parachutespringen, parapente, deltavliegen, zweefvliegen, ULM en alle andere luchtvartsporten.

- De sportactiviteit mag voorts niet ingaan tegen de filosofie van de geweldsbeheersing. Sporten zoals paintball, boksen,... worden daarom niet in aanmerking genomen.

4.3 Erkenning van een ongeval als arbeidsongeval

De ongevallen die voldoen aan de wettelijke voorwaarden van het arbeidsongeval en die zich in het raam van een individuele of collectieve sportactiviteit hebben voorgedaan, kunnen als «arbeidsongeval» in aanmerking worden genomen voor zover de personeelsleden die aan deze sportactiviteit deelnamen onder het virtuele gezag van de hiérarchische overheid bleven overeenkomstig de volgende regels :

4.3.1 Toelating

De aanvraag tot het beoefenen van de sport heeft het voorwerp uitgemaakt van een voorafgaandijke toestemming van de verantwoordelijke overheid;

4.3.2 Aard van de activiteit

- de beoefende sport komt niet voor op de lijst van de gevvaarlijke sporten;

- de beoefende sport gaat niet in tegen de principes van de geweldsbeheersing;

- de beoefende sport draagt bij tot het onderhoud of de bevordering van de fysieke conditie en/of specifieke politieke vaardigheden;

4.3.3 Modaliteiten

- de sport wordt beoefend op het ogenblik dat het personeelslid in dienstactiviteit is en niet met rust of met verlof is;

- de sport wordt beoefend tussen het tijdstip van aankomst op de plaats van het werk en het vertrek vanuit de plaats van het werk;

- de sportactiviteit (of de verplaatsing naar de plaats van deze activiteit) gebeurt vanuit de plaats van het werk; na afloop van de activiteit, is het personeelslid verplicht terug te keren naar zijn/haar plaats van het werk.

Deze regels dienen strikt geïnterpreteerd te worden.

4.4 Materiële ondersteuning

Indien zij het opportuun acht en verenigbaar met de noden van de dienst, kan de verantwoordelijke overheid het gebruik van een dienstvoertuig toestaan.

5. Bijzondere gevallen

5.1 Deelname aan tornooien, inter-politie competities of aanverwante

5.1.1 Dit type van activiteit valt doorgaans onder de categorie van sportactiviteiten beschreven in punt 4. Zij geeft dus geen recht op enige aanrekening van de prestaties. De bepalingen van punt 4 zijn van toepassing.

5.1.2 In het bijzondere geval van nationale en internationale wedstrijden die openstaan voor alle personeelsleden van de geïntegreerde politie, kan de verantwoordelijke overheid officieel één of meerdere personeelsleden aanwijzen het geheel van het politiekorps te vertegenwoordigen.

In dit geval kunnen de leden van de delegatie de volgende regelingen genieten :

- de verantwoordelijke overheid kan uitzonderlijk, indien de bovenvermelde wedstrijd plaats heeft terwijl het personeelslid onder het virtuele gezag blijft van de hiérarchische overheid, overeenkomstig de modaliteiten van punt 4.3, en enkel voor de sporten zoals cross, zwemmen en schieten, de aanrekening toelaten voor een forfaitaire duur van 7,36 Hr per wedstrijddag. De overige bepalingen van punt 4 blijven overigens van toepassing;

- voor andere sporttornooien of indien de wedstrijd plaats heeft buiten de bepalingen voorzien in punt 4.3.3, zal er geen aanrekening gebeuren van de prestaties. Niettemin zal de erkenning van een ongeval als arbeidsongeval overwogen worden rekening houdend met de aanwijzing door de verantwoordelijke overheid.

De verantwoordelijke overheid zal er rekening mee houden dat de deelname aan dergelijke activiteiten niet alleen de gezondheid van éénieder ten goede komt, maar ook de goede relaties tussen de verschillende politiediensten bevordert.

5.2 Schietoefening door een personeelslid van het operationeel kader

- Ter herinnering : het gebruik van een privé- vuurwapen in een schietstand van de politie wordt niet toegestaan.

- Het gebruik van een privé- vuurwapen in een privé-schietstand kan onder de tweede categorie van sportactiviteiten (punt 4.1 en volgende) vallen voor zover de verschillende voorwaarden worden gerespecteerd.

- Enfin, l'utilisation de l'arme de service, dans un stand de tir privé, peut être considérée comme une activité sportive à la demande du membre du personnel, même en dehors des conditions reprises au 4.3.3. pour autant que le membre du personnel ait, à cet égard, obtenu l'autorisation du Chef de Corps (Commissaire général pour la police fédérale) ou de l'autorité désignée par lui à cet effet.

Le Ministre de l'Interior,
A. DUQUESNE

- Ten slotte kan, zelfs buiten de omstandigheden vermeld in 4.3.3., het gebruik van het dienstwapen in een privé-schietstand worden beschouwd als een sportactiviteit op aanvraag van het personeelslid, voor zover het personeelslid hiertoe de toelating krijgt van de korpschef (commissaris-generaal voor de federale politie) of de door hem hiertoe aangewezen overheid.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2003/00362]

28 AVRIL 2003. — Elections des Chambres législatives fédérales du 18 mai 2003. — Composition des affiliations de listes de candidats

En exécution de l'article 118bis, alinéa 2, du Code électoral, le Ministre de l'Intérieur a l'honneur de communiquer à Mmes et MM. les présidents des bureaux principaux pour ces élections, le tableau ci-après indiquant, par la mention des deux premiers candidats de chaque liste, la composition des affiliations de listes de candidats pour l'élection de la Chambre des représentants et les numéros d'ordre à y attribuer.

L'acquiescement concernant l'élection du Sénat, prévu à l'article 115bis, § 3, du Code électoral, est donné par chaque auteur des actes d'affiliation et figure dans ces actes (1).

Note

- (1) La présente publication ne concerne que le numérotage des listes et ne préjuge en rien de la décision des bureaux principaux relative à l'admission des listes de candidats ni de la décision des candidats concernant le regroupement des listes.

FEDERALE OVERHEIDS DIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2003/00362]

28 APRIL 2003. — Verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers van 18 mei 2003 Samenstelling van de verenigingen van kandidatenlijsten

De Minister van Binnenlandse Zaken heeft de eer aan de dames en de heren van de hoofdbureaus van deze verkiezingen, in uitvoering van artikel 118bis, tweede lid van het Kieswetboek, de onderstaande tabel mede te delen waarop door de vermelding van de naam van de eerste twee kandidaten van elke lijst, de samenstelling van de verschillende verenigingen van kandidatenlijsten voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers worden aangeduid en de er aan toe te kennen volgnummers worden herhaald.

De instemming betreffende de verkiezing van de Senaat waarin voorzien is bij artikel 115bis, § 3, van het Kieswetboek, is gegeven door elke indiener van de akten van lijstenvereniging en is in die akten opgenomen (1).

Nota

- (1) Deze kennisgeving heeft enkel betrekking op het nummeren van de lijsten en loopt in niets vooruit op de beslissing van de hoofdbureaus in verband met het aanvaarden van de kandidatenlijsten, noch op de beslissing van de kandidaten ten aanzien van de lijstenverbinding.

CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES — KIESKRINGEN	Listes faisant partie de l'affiliation qui obtiendra le numéro d'ordre et le sigle et le logo correspondant ci-après				
	Lijsten die deel uitmaken van de lijstenvereniging die het onderstaand nummer en letterwoord met bijhorend logo zal bekomen				
	1	2	3	4	5
Chambre des Représentants Kamer van Volksvertegenwoordigers	N-VA	SPA-SPIRIT	MR	ECOLO	VLAAMS BLOK
Antwerpen Anvers	M. De Wever, Bart M. Van Noppen, Florentinus	M. Janssens, Patrick Mevr. Van Weert, Els			M. Annemans, Gerolf Mevr. Colen, Alexandra
Limburg Limbourg	Mevr. Brepools, Frieda M. Luykx, Peter	M. Stevaert, Steve M. Vanvelthoven, Peter			M. Schoofs, Bert Mevr. Govaerts-Beckers, Magdalena
Oost-Vlaanderen Flandre orientale	M. Van Hoorebeke, Karel Mevr. Samyn, Marijke	Mevr. Van Den Bosche, Freya M. Van Grembergen, Paul			M. Van Den Eynde, Seraphin M. D'Haeseleer, Guy
West-Vlaanderen Flandre occidentale	M. Bourgeois, Geert M. Vandaele, Wilfried	M. Vande Lanotte, Johan M. Landuyt, Renaat			M. Vanhecke, Frank M. Bultinck, Koen
Leuven Louvain	M. Pieters, Danny Mevr. Van De Velde, Monica	M. El Khadraoui, Saïd Mevr. Jiroflee, Karin			M. Goyvaerts, Hagen Mevr. Lamine-Weemaes, Marguerite
Hainaut Henegouwen			M. Hasquin, Hervé M. Chastel, Olivier	M. Nollet, Jean-Marc Mme Lefebvre, Marie-Christine	M. Van Nieuwenhuysen, Luc Mevr. De Gryze, Monique
Liège Luik			M. Reynders, Didier M. Bacquelaine, Daniel	Mme Gerkens, Muriel M. Grudzielski, Stany	